

---

## H. MOYEN-ORIENT

Au cours de l'année à l'étude, l'intérêt que le Canada porte au Moyen-Orient s'est accru par suite de la visite au pays, en 1989, du président Herzog d'Israël et du roi Hussein de Jordanie. Étant donné que le Canada est membre du Conseil de sécurité des Nations Unies, nos principaux sujets de préoccupation ont été les problèmes du Liban, le cessez-le-feu entre l'Iran et l'Iraq et le conflit israélo-arabe. Au cours de 1989, le Canada a continué de resserrer les liens étroits qu'il a établis ces dernières années avec le Moyen-Orient.

Le soulèvement palestinien, toujours en vigueur, et l'impasse dans laquelle sont engagées les négociations au sujet du règlement définitif du conflit israélo-arabe et de la guerre entre l'Iran et l'Iraq ont posé des problèmes sérieux à tous les pays de la région. Le Canada s'est efforcé de maximiser les chances d'un règlement rapide du différend israélo-arabe, de la crise libanaise et de divers autres problèmes régionaux en cherchant des solutions pratiques à ces conflits et en incitant les adversaires à éviter les discours enflammés qui empêchent toute solution raisonnable. Parmi les mesures

concrètes proposées on compte un appui continu au maintien de la paix, une aide humanitaire d'urgence et une aide au développement destinée aux pays de la région qui satisfont les conditions requises. Le Canada a continué de faire des droits de la personne une priorité dans ses relations avec les pays de cette région.

Le Canada considère depuis longtemps que les deux conditions pour une paix durable et juste sont le droit d'Israël d'exister à l'intérieur de frontières sûres et reconnues (ce principe est sous-jacent aux résolutions 242 et 338 du Conseil de sécurité des Nations Unies), de même que la reconnaissance des droits légitimes des Palestiniens. Les entretiens du Canada avec toutes les parties impliquées dans ce conflit ont servi à favoriser le dialogue entre Israéliens et Palestiniens au milieu de 1989. Ces démarches faisaient suite aux efforts du président égyptien Hosni Moubarak et du secrétaire d'État américain James Baker pour relancer le processus de paix en s'appuyant sur les propositions faites par le gouvernement israélien en mai 1989. L'accent de la politique canadienne a porté sur la nécessité de mettre fin au cycle de